

PROJET « GOÛTER NOUS ! »

POUR UNE NÉCESSAIRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Christian Bégin, Colombe Saint-Pierre et Donald Dubé, du projet « Goûter NOUS ! »

Au Québec, quand on parle de souveraineté, on pense évidemment au projet indépendantiste. Or, la souveraineté peut prendre d'autres formes, comme celle de la souveraineté alimentaire. Qu'y a-t-il de plus fondamental pour un peuple que d'être capable de se nourrir lui-même ?



Cette question, Jean Garon l'a posé clairement dans son dernier livre, *Pour tout vous dire*, paru en 2013. Ministre de l'Agriculture de 1976 à 1985, il est nommé par René Lévesque et a pu bénéficier de son appui indéfectible tout au long de sa carrière. À l'époque, Jean Garon modernise le ministère de l'Agriculture à un point tel que l'autonomie alimentaire du Québec passe de 47% à plus de 80%. Selon Garon, rien ne peut générer plus de fierté que la capacité de pourvoir à ses besoins sur le plan de l'alimentation. À la suite des années Garon, notre autonomie alimentaire n'a cessé de décliner au même rythme que disparaissaient les fermes familiales indépendantes. Elle se situe maintenant autour de 35%.

SOUVERAINETÉ ET AUTONOMIE ALIMENTAIRES

Depuis les années 1950, le nombre de fermes est passé d'environ 150000 à moins de 30000. Le Québec voit donc ses terres agricoles abandonnées, notamment faute de relève. À ce titre, le Bas-Saint-Laurent compte plus de 8000 hectares de terres dévalorisées dites « en friche ». Il est temps de se les réapproprier, il est temps de les remettre en production ! La souveraineté alimentaire s'incarne donc d'abord dans la réappropriation des terres agricoles et du savoir-faire paysan en matière d'agriculture nourricière. Pour ce faire, nous devons miser sur la pédagogie et sur l'enseignement du métier. Le Cégep de Victoriaville est un exemple de réussite en la matière : le cours en production légumière biologique contribue significativement à l'émergence de nouvelles fermes de proximité dans tout le Québec.

La souveraineté alimentaire est intrinsèquement reliée à l'habitation du territoire et, conséquemment, redéfinit les rapports des habitant-e-s entre eux et elles, mais aussi avec la terre qui les nourrit. Être souverain, c'est aussi comprendre que chaque région du Québec a ses particularités, ses saisons, son temps et que l'agriculture nourricière est, par définition, une agriculture en constant dialogue avec le territoire et les gens qui l'occupent, à l'écoute et au diapason de ses champs et de ses gens.

La souveraineté alimentaire, c'est donc pouvoir décider comment on se nourrit et comment on cultive le territoire. Le processus qui nous mène vers une plus grande autonomie alimentaire nous mène inévitablement vers une plus grande souveraineté.